

Le manuel
pour mettre en oeuvre
**la stratégie
européenne**
pour la jeunesse

JEUNESSE, EUROPE ET ÉDUC POP'

QUEL FUTUR LA JEUNESSE
SOUHAITE-T-ELLE POUR L'EUROPE?

CETTE CAMPAGNE A PERMIS DE RECUEILLIR ET METTRE EN DÉBAT LES RECOM-
MANDATIONS DE JEUNES EN FRANCE ET EN EUROPE POUR L'ÉLABORATION
DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE 2019-2027.



ProVOX

Provoquons le débat !
www.provox-jeunesse.fr

SOMMAIRE

Éléments de contexte	2
Édito	3
La campagne Provox	4

Construire son plaidoyer

Des données pour argumenter	6
La stratégie européenne pour la jeunesse	8
La résolution du Conseil des ministres de l'UE	9

Développer les propositions

Pourquoi développer les propositions ?	11
Comment lire ce document ?	12

➤ MOBILISER

Promouvoir la participation démocratique de tous les jeunes

Garantir le dialogue à tous les niveaux

Renforcer la place des jeunes dans les espaces de représentation

Favoriser l'accès à la citoyenneté

Accompagner les jeunes dans leur apprentissage de la participation

Faciliter l'engagement des jeunes par l'utilisation d'outils innovants

➤ CONNECTER

Promouvoir la mobilité des jeunes et des travailleurs de jeunesse

Soutenir l'engagement solidaire

Proposer des programmes fait par et pour les jeunes

Reconnaître et valider les apprentissages non-formels et informels



➤ AUTONOMISER

Reconnaître et valoriser le travail de jeunesse

Soutenir le travail de jeunesse

Soutenir les activités des organisations de jeunesse

Faciliter l'accès à l'information



Pour aller plus loin

Initier une démarche de Dialogue Structuré	30
La campagne Provox en Occitanie	32
Les Objectifs Jeunesse	34

Informations pratiques

Parties prenantes	40
Glossaire	42

➤ Supplément

Kit débat - stratégie européenne de la jeunesse

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

On entend souvent dire que les jeunes représentent l'avenir, mais sont-ils déjà écoutés dans le présent ?

Les jeunes représentent aujourd'hui quasiment un cinquième de la population totale d'une Union européenne vieillissante (17,2 % en 2017 selon Eurostat). Parmi eux, 6,4 millions étaient au chômage en 2017, un chiffre qui a baissé depuis 2009 mais qui reste important. Surtout si l'on remarque que la France, l'Italie et l'Espagne concentrent à elles seules plus de 3 millions de jeunes chômeurs. En 2016, 30 % des citoyens européens entre 18 et 24 ans étaient à risque de pauvreté (Eurostat), et cela atteignait même 50 % des jeunes Grecs contre 16,5 des jeunes Tchèques.

Pourtant, on nous décrit sur les réseaux sociaux, les affiches et les spots publicitaires, une jeunesse polyglotte, connectée et qui voyage. Erasmus me direz-vous ? Oui et non... Depuis 30 ans, ce sont environ 9 millions de personnes qui ont bénéficié de ce programme mis en place par la Commission européenne, dont 4,4 millions d'étudiants ; donc on ne peut légitimement pas affirmer que ce programme concerne la vaste majorité des jeunes. Les disparités sont fortes au sein de l'Union européenne et les jeunes n'en sont pas exclus, bien au contraire ! Il ne faut pas l'oublier, « les jeunes » ou « la jeunesse » sont loin d'être des catégories homogènes, et la situation d'un jeune en Pologne aujourd'hui est différente de celle d'une Maltaise ou d'un Danois.

Les jeunes peuvent et doivent pouvoir se faire entendre, autant au niveau national qu'europeen, et c'est bien là l'objet du dialogue structuré : favoriser la participation des jeunes, dans leur diversité, afin de recueillir leurs préoccupations

et leurs idées pour construire des politiques publiques qui leurs sont adaptées.

Un problème rencontré par un jeune en France peut l'être aussi par un jeune en Lettonie ou en Croatie. Il y a par conséquent un intérêt à partager ces expériences et ces solutions, à connecter les initiatives à l'échelle européenne afin d'apporter des réponses aux préoccupations commune à la jeunesse en Europe. Car oui, les jeunes sont l'avenir du continent européen, mais ils en sont surtout le présent !

Tous les jours, les institutions européennes prennent des décisions et adoptent des législations qui ont un impact sur notre vie quotidienne, que cela concerne l'étiquetage alimentaire, l'utilisation d'herbicides comme le glyphosate, la protection des données personnelles sur Internet, ou encore les normes d'émission de CO₂ par les voitures et les camions. Nous n'en sommes pas toujours conscients, et pourtant ces décisions nous concernent.

N'ayons pas peur de donner aux institutions européennes qui nous représentent, les moyens de mettre en œuvre les propositions de la jeunesse européenne. N'ayons pas peur de donner aux jeunes citoyens les moyens de façonner le futur de l'Europe selon leurs aspirations.

une jeunesse
polyglotte,
connectée et
qui voyage ?

Louise Guillot

Porte-parole

Les Jeunes Européens - France

→ ÉDITO

François Mandil
Président du Cnajep

Participer à l'élaboration de la stratégie européenne pour la jeunesse: c'est l'objectif qu'ont atteint plus de 50 000 jeunes à travers le continent européen.

Pendant 18 mois et via le processus de dialogue structuré avec la jeunesse, ils et elles ont élaboré des propositions qui ont permis de façonner ce nouveau texte d'orientation politique.

L'ambition d'une stratégie européenne pour la jeunesse est de **fournir un cadre de travail commun aux pays de l'Union européenne**. Ce texte est débattu puis adopté par le conseil des ministres de l'UE et permet d'orienter les politiques de jeunesse en Europe et pour les États-membres sur une période de 8 ans.

Le processus de dialogue structuré européen est fondé sur, au moins, deux principes. Celui de participation et celui de coopération. Participation car son objectif est d'apporter une méthode qui **place les jeunes comme acteur.rice.s et co-constructeur.rice.s des politiques qui influencent leur quotidien**. Cette méthode garantit aux jeunes la prise en compte de leur parole dans les espaces de décisions. Ceci dans l'objectif que ces décisions soient connectées à la réalité d'une société en transition et alimentées par les expériences et les idées de ceux qui vivent ces changements.

Coopération car ce processus est mené simultanément dans plus de 28 pays en Europe où jeunes, décideur.euse.s politiques et organisations de jeunesse travaillent conjointement à l'amélioration des conditions de vie des citoyen.ne.s d'aujourd'hui et de demain.

Le projet de construction d'une Europe prospère, en paix, diverse et durable n'a de sens que s'il se fait par et pour sa jeunesse. C'est en poursuivant cet objectif que la campagne «Jeunesse, Europe & Éduc Pop» a ouvert des espaces de dialogue pour que les jeunes françaises et français élaborent et mettent en débat des propositions politiques, alimentant la dynamique au niveau européen autant qu'au niveau des territoires.

Après 18 mois de campagne structurée autour d'une grande consultation, de nombreux débats et de rencontres politiques, c'est l'heure de mettre en oeuvre tout ce travail. **Quel futur la jeunesse souhaite-elle pour l'Europe? Quelle place pour la jeunesse dans les politiques de l'UE? Quelle construction d'une société civile européenne?**

L'éducation, l'engagement et la citoyenneté, les enjeux de société et environnementaux, l'accès aux droits sociaux ou encore la mobilité pour toutes et tous ont été discutés tout au long de la campagne. Mais la réflexion et le débat ne s'arrêtent pas dès lors qu'une nouvelle stratégie est adoptée au niveau européen. Au contraire, tout commence! La campagne «Jeunesse, Europe & Éduc Pop» est l'occasion de questionner plus encore la place des jeunes dans une société en transitions pour laquelle la jeunesse a des solutions à proposer.

En 2019, les élections européennes auront lieu et les associations de jeunesse et d'éducation populaire manifestent leur volonté de cultiver avec les jeunes un projet européen, basé sur des valeurs d'union et de paix.

Au cours de cette campagne, le positionnement des jeunes françaises et français est venu nourrir le processus européen, et de cette dynamique commune sont nés **11 objectifs pour la jeunesse**. Ces objectifs sont révélateurs des ambitions constructives de la jeunesse pour l'Europe. Nous vous invitons à les découvrir au fil de ce manuel et à les faire vivre!

JEUNESSE, EUROPE ET ÉDUC POP'

18 MOIS DE
CAMPAGNE

RÉUNION DU GROUPE NATIONAL DE TRAVAIL

13 NOVEMBRE 2017 - PARIS

Des représentant.e.s d'organisations de jeunesse en France, du ministère, de l'agence Erasmus + se réunissent pour définir le cadre de travail national de la campagne.



ÉVÈNEMENT DE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE PROVOX

30 SEPTEMBRE 2017 - PARIS
160 PARTICIPANT.E.S

Rencontres et débats entre jeunes et représentant.e.s politiques / définition des grandes orientations de la campagne.

FESTIVAL !!! PROVOX

3 FÉVRIER 2018 - PARIS
200 PARTICIPANT.E.S

La 2ème édition de notre festival de la participation politique des jeunes, une journée de débats et d'ateliers pour analyser les résultats de la consultation. Les participant.e.s ont travaillé sur les résultats de la Grande enquête et ont élaboré 15 propositions pour la future stratégie européenne de la jeunesse. Ces propositions représentent le positionnement français qui sera porté à la conférence européenne de la jeunesse à Sofia.



CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE

23-26 OCTOBRE 2017
TALLIN- ESTONIE

300 JEUNES ET REPRÉSENTANTS INSTITUTIONNELS

Rencontre européenne afin de déterminer un cadre de travail ainsi que les lignes directrices de la consultation.



RENCONTRE DU MINISTRE JEAN-MICHEL BLANQUER

15 NOVEMBRE 2017 - PARIS



GRANDE CONSULTATION EUROPÉENNE



GRANDE ENQUÊTE PROVOX CONSULTATION NATIONALE

NOVEMBRE 2017 À FÉVRIER 2018

2500 jeunes ont répondu en France.
Et en Europe, ce sont 48 000 jeunes qui ont participé aux consultations.





DÉBAT EN RÉGION

OCTOBRE 2018 - OCCITANIE
100 PARTICIPANT.E.S



RÉUNION DU GROUPE NATIONAL DE TRAVAIL

OCTOBRE 2018



ADOPTION PAR LE CONSEIL DE L'UE

26 NOVEMBRE 2018 - BRUXELLES
28 MINISTRES



RENCONTRE AVEC LE CABINET DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE

NOVEMBRE 2018 - PARIS



DÉBAT AU CONSEIL DE L'UE

20 MAI 2018 - BRUXELLES
28 MINISTRES

Débat sur les propositions des jeunes et les 11 objectifs jeunesse entre les 28 ministres de l'Union Européenne en vue de l'adoption d'un texte de résolution.



MISE EN DÉBAT DES PROPOSITIONS



CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE

AVRIL 2018 - SOFIA (BULGARIE)
300 JEUNES ET REPRÉSENTANTS POLITIQUES

Conférence Européenne pour synthétiser et prioriser les propositions de chacun des États et en sortir des recommandations qui seront mises en débats par la suite. Les 11 Objectifs jeunesse sont élaborés à partir des propositions des jeunes en Europe.



CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE

SEPTEMBRE 2018

Dernière conférence européenne de la jeunesse dont l'objectif est de préparer la mise en oeuvre des recommandations dans chaque État-membre et au niveau européen.



ÉVÉNEMENT DE CLÔTURE SORTIE DU MANUEL DE MISE EN OEUVRE **PROVOX**
JANVIER 2019
PARIS

NOUVELLE CAMPAGNE SUR LES OBJECTIFS JEUNESSE



RÉUNION DU GROUPE NATIONAL DE TRAVAIL

JUILLET 2018



CONSTRUIRE SON PLAYDOYER



100%

100% des jeunes estiment que l'UE n'est pas à la hauteur sur la gestion de l'accueil des migrants.



82% des jeunes pensent qu'ils ont un rôle à jouer sur les enjeux environnementaux.

Engagement
et citoyenneté

83%

83% des jeunes pensent que c'est le rôle des pouvoirs publics d'encourager l'engagement chez les jeunes.



86% des jeunes estiment qu'ils ne sont pas suffisamment informés sur ce qui se passe au niveau européen.

Quelles sont les méthodes
d'apprentissage des langues
les plus efficaces ?

75% → EXPÉRIENCE
EN IMMERSION
5% → ÉCOLE



22% des jeunes
ne comprennent pas
les politiques européennes.

23%

23% pensent que les jeunes
devraient prioriser comme compé-
tences **les langues étrangères.**

LA STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR LA JEUNESSE

Le manuel « Jeunesse, Europe & Éduc Pop » s'adresse à l'ensemble des élu.e.s, organisations de jeunesse et d'éducation populaire et citoyen.ne.s qui souhaitent mettre en oeuvre des actions en lien avec la nouvelle stratégie européenne de la jeunesse qui couvrira la période 2019-2027.

Brève histoire

C'est en 1988 que la Commission européenne adopte son premier programme destiné aux jeunes, intitulé « Jeunesse pour l'Europe ». Ce dernier vise à promouvoir les échanges et la mobilité des jeunes. En 1996, l'exécutif européen prolonge son action, par le biais d'un programme relatif au service volontaire européen (SVE), permettant à des jeunes, issus principalement de milieux défavorisés, de participer à des activités d'ordre social, environnemental ou culturel.

En avril 2000, ces deux programmes sont fusionnés au sein d'un nouvel instrument, le programme « Jeunesse », adopté pour une période de 6 ans. En 2001, à travers un livre blanc visant à renforcer son action dans ce domaine, la Commission européenne invite les États membres à développer la coopération concernant quatre axes prioritaires pour la jeunesse :

la participation, l'information, les activités de volontariat, ainsi qu'une meilleure compréhension et connaissance de la jeunesse.

Sur la base de ces consultations, un « Pacte européen de la jeunesse » est proposé puis adopté par le Conseil européen en mars 2005. L'objectif principal est d'améliorer l'instruction, la formation, la mobilité, l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des jeunes européen.ne.s, tout en facilitant la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

La précédente Stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse, en vigueur jusqu'en 2018 a été adoptée par le Conseil le 27 novembre 2009. Ses objectifs étaient d'élargir et d'améliorer les possibilités offertes aux jeunes et de promouvoir la citoyenneté active, l'intégration sociale et la solidarité.

La stratégie européenne pour la Jeunesse 2019-2027

Le 26 novembre 2018, la résolution adoptée en conseil des ministres de l'UE sur les questions de jeunesse a eu pour objectif de mettre en place la nouvelle stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour les 8 prochaines années. Cette stratégie se fixe comme objectif de relever les défis auxquels les jeunes sont confrontés dans toute l'Europe, d'y apporter une réponse commune et cohérente de l'UE et de compléter les efforts et initiatives des États membres à cet égard. Cet objectif ne peut être réalisé au niveau européen que par les seuls états-membres selon le principe de subsidiarité.

C'est pourquoi, à travers ce manuel, nous avons l'ambition de fournir aux acteurs de la Jeunesse des outils qui permettront d'appuyer leur plaidoyer pour mettre en oeuvre les recommandations issues du dialogue structuré européen et celles présentes dans la résolution sur la stratégie européenne de la jeunesse.



Extraits provenant des sites :

www.touteurope.eu

Article : « La politique européenne de la jeunesse » (consulté le 7/12/18)

www.ec.europa.eu

Factsheet youth (pdf) - mai 2018



Conseil des ministres de l'UE dans les domaines de la Jeunesse, de la culture et du sport

Le Conseil se compose des ministres chargés de l'éducation, de la culture, de la jeunesse, des médias, de la communication et du sport de tous les États membres de l'UE. La composition exacte du Conseil dépend des points traités au cours de la session.

En ce qui concerne la jeunesse, Jean-Michel Blanquer y représente la France. Depuis le remaniement du 16 octobre 2018, Gabriel Attal a été nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. En tant que secrétaire d'État, c'est lui qui a assuré la représentation de la France lors du conseil des ministres du 26 novembre 2018 et qui devrait suivre le dossier jeunesse pour les prochains conseils.

La présidence du conseil de l'UE est tournante et change tous les 6 mois, les prochaines présidences seront Roumaine et Finlandaise.

L'État qui assure la présidence propose les bases de textes à adopter en lien avec la commission. Pour ce qui est de l'adoption de la présente résolution, le texte a été réalisé sous présidence autrichienne.

Les domaines d'action couverts par le Conseil relèvent de la compétence des États membres. Le rôle de l'UE dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse, de la culture et du sport consiste donc à fournir un cadre de coopération entre les États membres, pour des échanges d'informations et d'expériences sur des questions d'intérêt commun.

Le Conseil adopte principalement des mesures d'encouragement et des recommandations. Les initiatives décidées par le Conseil, par exemple les programmes Erasmus + ou Europe créative, peuvent néanmoins avoir un impact très direct sur les citoyens de l'UE.

LA RÉOLUTION DU CONSEIL

La résolution du Conseil des ministres a pour objet de définir un cadre commun pour la coopération de l'UE dans le domaine de la Jeunesse. À travers ce texte, l'Union européenne encourage la participation des jeunes à la vie démocratique, conformément à l'article 165 du traité sur le fonctionnement de l'UE. Elle soutient également l'engagement social et civique et vise à garantir que tous les jeunes disposent des ressources nécessaires pour participer à la société.

Principes directeurs de la résolution

La politique européenne de la jeunesse et toutes les actions entreprises dans le cadre de la Stratégie Jeunesse de l'Union européenne 2019-2027 devraient être fermement ancrées dans le système international des droits de l'homme. Les principes suivants devraient s'appliquer à toutes les politiques et activités concernant les jeunes :

ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

Combattre toutes les formes de discrimination et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, reconnaître que les jeunes sont exposés à des formes multiples de discrimination, y compris la discrimination fondée sur l'âge, et respecter les principes reconnus notamment aux articles 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

INCLUSION

Reconnaissant que les jeunes ne forment pas un groupe homogène et qu'ils ont donc des besoins, des antécédents, des situations de vie et des intérêts différents, la stratégie européenne pour la jeunesse devrait promouvoir des activités et des politiques inclusives pour tous les jeunes.

PARTICIPATION

Reconnaissant que tous les jeunes sont une ressource pour la société, toutes les politiques et activités concernant les jeunes devraient défendre le droit des jeunes à participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques qui les concernent grâce à une participation significative des jeunes et des organisations de jeunesse. Dans ce contexte, les politiques devraient être conçues en tenant compte des changements induits par la

communication numérique affectant la participation démocratique et civique...

DIMENSION MONDIALE, EUROPÉENNE, NATIONALE, RÉGIONALE ET LOCALE

Afin d'assurer un impact durable sur les jeunes, il est important que la politique de la jeunesse de l'UE soit mise en œuvre en tenant compte des liens avec les niveaux régional et local. Pour cela, l'UE souhaite favoriser les activités menées en soutien aux politiques de jeunesse au niveau local. Dans le même temps, la voix des jeunes devrait être prise en compte chaque fois que des problèmes mondiaux sont abordés.

TRANSVERSALITÉ DES POLITIQUES DE JEUNESSE

Les politiques qui visent à améliorer la vie des jeunes ne peuvent jamais se limiter au domaine de la jeunesse lui-même. Par conséquent, la double approche convenue dans le précédent cadre de coopération 2010-2018 reste indispensable, car elle vise à traiter les questions relatives à la jeunesse, d'une part en intégrant les initiatives dans tous les domaines politiques et, d'autre part par des initiatives spécifiques dans le secteur de la jeunesse.



Pourquoi développer les propositions ?

La vie des jeunes est façonnée par des politiques ancrées dans de multiples domaines politiques et à différents niveaux de mise en œuvre. Par conséquent, ce n'est qu'en faisant de la jeunesse une priorité parmi les différents domaines politiques que l'on pourra s'assurer que les besoins ou les effets spécifiques pour les jeunes sont pris en compte dans les politiques ou programmes envisagés.

Pour montrer l'exemple, il convient de poursuivre, au niveau de l'UE, l'adoption d'une approche intersectorielle en tant que base fondamentale. En outre, l'intégration de la jeunesse ne peut être efficace que si elle garantit également la participation des jeunes dans tous les domaines politiques qui les concernent.

Dans les années à venir, la stratégie s'efforce de :

- Permettre aux jeunes d'être les architectes de leur propre vie, soutenir leur développement personnel et leur croissance vers l'autonomie, renforcer leur résilience et leur donner les compétences nécessaires pour faire face à un monde en mutation ;
- Encourager et doter les jeunes des ressources nécessaires pour devenir des citoyens actifs, des agents de solidarité et de changement positif inspirés par les valeurs européennes et une identité européenne ;
- Améliorer les décisions politiques en ce qui concerne leur impact sur les jeunes dans tous les secteurs, notamment l'emploi, l'éducation, la santé et l'inclusion sociale ;
- Contribuer à l'éradication de la pauvreté des jeunes et de toutes les formes de discrimination et promouvoir l'inclusion sociale des jeunes.

Des éléments sur lesquels s'appuyer pour un plaidoyer national

Pour mettre en œuvre efficacement la stratégie, l'UE propose entre autres des outils concrets :

↳ Élaboration des politiques de jeunesse fondées sur des données probantes et renforcement des connaissances

La politique de la jeunesse de l'UE devrait être fondée sur des données probantes et ancrée dans les besoins et la situation réels des jeunes. La collecte de données sur les jeunes revêt une importance particulière pour mieux comprendre les besoins des différents groupes de jeunes. En particulier ceux qui ont moins d'opportunités. Ceci peut se réaliser avec le soutien du Youth Wiki, des réseaux de recherche sur la jeunesse, la coopération avec des organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe, l'OCDE, et d'autres organismes, y compris les organisations de jeunesse.

↳ Dialogue structuré européen

Sur la base des résultats du dialogue structuré avec les jeunes et les organisations de jeunesse, un nouveau dialogue jeunesse de l'UE sera mis en place, avec les outils nécessaires, dans le but d'inclure davantage de décideur.euse.s et de jeunes, en particulier celles et ceux qui ont moins de possibilités d'agir dans les processus décisionnels.

La **résolution du 26 novembre 2018** propose de développer la stratégie européenne pour la jeunesse en suivant 3 domaines d'action :

MOBILISER • Encourager les jeunes à participer à la vie démocratique.

CONNECTER • Rassembler des jeunes de toute l'Europe et au-delà pour promouvoir la participation volontaire, la mobilité à des fins d'apprentissage, la solidarité et la compréhension interculturelle.

AUTONOMISER • Soutenir l'autonomisation des jeunes grâce à la qualité, l'innovation et la reconnaissance du travail socio-éducatif.

Comment lire ce document ?



Titre de la proposition

Ici, vous trouverez une rapide description des propositions apparaissant dans la résolution du Conseil des ministres de l'UE du 26 novembre 2018. Il s'agira à chaque fois d'une version remaniée.

Ce qu'en disent les jeunes en France

Vous trouverez ici une à plusieurs propositions élaborées par les jeunes françaises et français dans le cadre de la campagne Provox "Jeunesse, Europe & Educ' Pop".

Des éléments de plaidoyer

Textes de lois, amendements, positionnements, actions concrètes, vous trouverez ici des éléments à apporter à votre plaidoyer ou pouvant vous aider à mettre en oeuvre un projet en lien avec la recommandation.



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

Retrouvez le numéro de la proposition, ainsi que la page à laquelle vous pouvez la retrouver dans ce manuel.

page
38

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL	Retrouvez dans ce tableau quelques idées d'actions à mettre en oeuvre.	Ce tableau n'est pas exhaustif, à vous de le compléter !	
NATIONAL			<i>Définir un statut de volontariat de l'animation</i>
EUROPÉEN	<i>Améliorer les plateformes digitales</i>		

Des structures travaillent sur cette question

-> **Un certain nombre d'organisations** ont développé une expertise

sur la thématique de la proposition. Vous trouverez ici, à titre d'exemple, un rapide descriptif de leurs activités (liste non-exhaustive). Que vous soyez élu.e ou technicien.ne, associatif ou au

sein d'une institution, n'hésitez pas à vous rapprocher de ces acteur.rice.s pour développer des actions ou de nouvelles politiques.



MOBILISER

Encourager les jeunes à participer à la vie démocratique

Les formes d'engagement des jeunes sont multiples. Selon les résultats de la Grande Enquête Provox, celles qui leur conviendraient le mieux seraient de s'engager dans une association (78%), de voter lors des élections (65%) ou encore être citoyen.ne dans son quartier (50%). Le vote arriverait donc en seconde place des modes d'engagement des jeunes. À ce sujet, l'INSEE a rassemblé sondages et enquêtes d'opinion qui convergent tous vers le même résultat : 72% des jeunes pensent qu'il est utile de voter et même 40% pensent que le droit de vote est approprié pour permettre des changements positifs.

La mobilisation des jeunes en France

Selon la même étude de l'INSEE, " parmi les 18-29 ans moins de deux inscrits sur dix ont voté à tous les tours des élections de 2017. À ces âges, le vote intermittent est largement dominant :

Alors pourquoi voter si c'est pour ne pas être écouté ?

il concerne six jeunes inscrits sur dix. Les jeunes considèrent donc le vote comme utile mais ne votent que par intermittence. Cela peut s'expliquer par le fait que 82% des jeunes considèrent qu'en tout état de cause, les politiques ne sont pas à leur écoute.

On voit alors fleurir les discours accusateurs pointant les jeunes du doigt car selon les indicateurs traditionnels, ils ne s'engagent pas. Dans les faits, il suffit d'agrandir le prisme des modalités de l'engagement, de la mobilisation et du militantisme. « Très spectaculaire, le mouvement altermondialiste, qui est essentiellement un mouvement de jeunes. Plus discrète, la multiplication des instances de participation

des jeunes (...) qui depuis plusieurs années connaissent un succès jamais démenti : conseils de jeunes, conseils municipaux d'enfants et de jeunes, conseils départementaux de la jeunesse, conseils généraux de jeunes, conseils régionaux, conseils de la vie lycéenne, forums jeunes... Peu élevé est le nombre de jeunes qui se disent prêts à adhérer à une association, mais nombre d'entre elles constatent chaque jour la capacité qu'ont les jeunes à s'engager ponctuellement aussi bien dans des associations de fait à caractère très local qu'autour d'initiatives de structures plus lourdes. »

Mobiliser les jeunes en Europe via la stratégie 2019-2027

L'Union européenne semble l'avoir compris, il est vital pour le bon fonctionnement de la société et de la démocratie d'offrir aux jeunes des parcours d'engagement qui leur conviennent et de promouvoir leur participation sous toutes ses formes. En reconnaissant que toutes décisions prises aujourd'hui auront un impact sur les générations actuelles et à venir, que les jeunes doivent avoir leur mot à dire dans le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques qui les concernent, et qu'ils sont encore sous-représentés dans les instances de prises de décision, l'UE s'engage à explorer des formes nouvelles et alternatives de participation.



Site de l'Injep : www.injep.fr

Dossier : « Participer, s'engager - L'engagement des jeunes aujourd'hui » - Jean-Claude Richez, 2005



Promouvoir la participation démocratique de tous les jeunes

Encourager et promouvoir la participation démocratique inclusive de tous les jeunes à la société et aux processus démocratiques

Ce qu'en disent les jeunes en France

Pour les jeunes, il est nécessaire de faciliter l'accès aux droits et à l'égalité des chances et de leur assurer des ressources suffisantes. Ces conditions sont fondamentales pour favoriser l'engagement politique de tous les jeunes et leur participation à tous les niveaux. Ils et elles recommandent aussi de créer du lien entre l'UE et le niveau local en s'appuyant sur les associations qui permettent de faciliter et autonomiser l'initiative citoyenne, de favoriser l'appropriation des territoires par les habitant.e.s et de déconstruire le contrôle social, politique et culturel.

Des éléments de plaidoyer

L'article 54 de la loi Égalité citoyenneté de 2017 instaure le Dialogue structuré territorial qui permet aux jeunes de prendre part à l'élaboration des politiques publiques de jeunesse.

Le plan national de lutte contre la pauvreté du 13 septembre 2018 prévoit la solvabilisation du parcours d'insertion des jeunes de 16 à 25 ans et doit garantir l'accès aux droits et aux

services, en particulier pour les jeunes (« territoire zéro non-recours »)

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées garantit l'accessibilité aux opérations de vote des personnes en situation de handicap et reconnaît la Langue des Signes française (LSF) comme une langue à part entière (article 75)



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°9 Espaces et participation pour tous

page
38

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL	Recenser les bonnes pratiques qui favorisent la participation des jeunes dans les États-membres		
NATIONAL		Organiser une campagne d'apprentissages pratiques de la démocratie dans les écoles	
EUROPÉEN			Mettre en place des quotas de jeunes dans toutes les instances politiques régionales

Des structures travaillent sur cette question

-> **L'Afev**. Le Lab'Afev est un observatoire pour mieux comprendre les problématiques sociales auxquelles sont confrontés les jeunes et agir en conséquence.
www.lab-afev.org

-> **L'UNHAJ** et **les URHAJ** en région accompagnent les jeunes dans leur accès au logement mais assurent aussi une fonction d'information sur leurs droits, leurs possibilités d'accès à la formation et l'emploi, la santé, les loisirs (...) pour contribuer à leur émancipation.

-> En direction des organisations souhaitant élaborer un projet avec des jeunes en situation de handicap, **l'Agence Erasmus +** vient d'éditer un Guide méthodologique et pratique pour faciliter l'accès aux programmes européens à tous les jeunes.



Garantir le dialogue à tous les niveaux

Associer activement les jeunes et les organisations de jeunesse à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques affectant la vie des jeunes aux niveaux local, régional, national et européen.

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes recommandent de «repenser et reconstruire la démocratie à toutes les échelles.» Pour cela, ils préconisent d'associer les jeunes et les organisations de jeunesse à l'élaboration des politiques publiques les concernant et de «Renforcer les pratiques d'engagement local des jeunes et des décideurs publics»

Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°9 Espaces et participation pour tous

page
38

Des éléments de plaider

Clause d'impact

Jeunesse: la loi organique n°2009-403 du 15 avril 2009 prévoit d'accompagner tous les projets de loi d'une étude d'impact jeunesse.

L'INJEP, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire est un observatoire qui contribue notamment à l'évaluation des politiques publiques et

des actions destinées aux jeunes.

Le COJ, Conseil d'orientation des politiques jeunesse: son rôle est d'être consulté et d'évaluer les politiques de jeunesse et d'éducation populaire (décret n°2016-1377 du 12 octobre 2016) et les projets législatifs ou réglementaires.

Le Dialogue structuré territorial: Cf. page 14

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL	Lancer une campagne d'information sur le dialogue structuré territorial		
NATIONAL		Mettre en place un dialogue structuré national s'appuyant sur le COJ	
EUROPÉEN			Renforcer le processus de dialogue structuré européen sur différents sujets.

Des structures travaillent sur cette question

-> Plusieurs régions travaillent actuellement sur une dynamique de Dialogue structuré territorial. Le **Conseil régional**, les **services déconcentrés de l'État** (DRDJSCS, préfecture...) et les Crajep pilotent ces dynamiques.

-> Le **Cnajep** a aussi publié un kit pour mettre en place un Dialogue structuré territorial, vous pouvez le télécharger sur son site : www.cnajep.asso.fr

-> **Les Crajep Hauts-De-France & Nouvelle-Aquitaine**. Pendant deux ans les régions des Hauts-de-France et de Nouvelle-Aquitaine ont lancé une expérimentation de dialogue structuré à échelle régionale. www.crajepdf.org
www.crajep-nouvelleaquitaine.com



Renforcer la place des jeunes dans les espaces de représentation

Soutenir la création et le développement de conseils locaux, régionaux et nationaux de jeunesse et d'organisations de jeunesse, en reconnaissant le droit des jeunes à participer et à s'organiser. Assurer la reconnaissance des structures représentatives de jeunesse et les inclure dans le travail des autorités locales, nationales et européennes ;

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes sont encore sous-représentés dans les espaces de gouvernance et de prise de décisions politiques. Pour pallier à cela, ils proposent de « favoriser la prise en compte de la parole des jeunes à tout niveau par la création de conseils citoyens dotés d'un pouvoir co-décisionnel et fonctionnant sur les principes de mandats unique et révocables » ou encore de « mettre en place des quotas de représentation des jeunes dans les espaces de gouvernance ».

Des éléments de plaidoyer

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et L'Union interparlementaire (UIP) ont lancé la campagne mondiale « Pas trop jeune pour se présenter » afin de promouvoir le droit des jeunes de se présenter aux élections.

Avec l'article 56 de la loi égalité citoyenneté, les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (Ceser) sont tenus de compter parmi leurs membres « des représentants âgés de moins

de trente ans d'associations de jeunesse et d'éducation populaire »

La CTAP (Conférence territoriale de l'action publique) est une instance de concertation entre les différents niveaux de collectivités locales. Il est possible d'y créer une commission jeunesse et d'y associer les jeunes et les organisations de jeunesse.

La convention internationale des Droits de l'Enfant garantit les droits d'expression, d'association et de participation



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°9 Espaces et participation pour tous

page
38

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL			Inscrire dans les CTAP la thématique Jeunesse obligatoire
NATIONAL		Saisir le COJ pour toute politique publique qui concerne les jeunes	
EUROPÉEN	Sensibiliser les jeunes pour s'engager dans différents espaces européens		

Des structures travaillent sur cette question

-> **L'Anacej** oeuvre pour la reconnaissance et le renforcement de la participation des jeunes à la décision politique dans les collectivités.

-> **Le Parlement Européen des Jeunes** favorise les rencontres sur l'ensemble du territoire entre jeunes et décideurs publics à travers ses comités régionaux.

-> **Le Forum Français de la Jeunesse** (FFJ) est une structure rassemblant des organisations nationales gérées et animées par les jeunes. Il a pour but de faire entendre la parole des jeunes en France afin que ceux-ci participent au débat public.



Favoriser l'accès à la citoyenneté

Promouvoir le Dialogue structuré européen afin d'inclure les diverses voix des jeunes dans les processus décisionnels à tous les niveaux et de favoriser le développement des compétences en matière de citoyenneté, y compris l'éducation à la citoyenneté.

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes ont exprimé la volonté « d'être accompagnés dans leur accession à la citoyenneté ». Pour cela, ils recommandent de « permettre aux associations d'intérêt général de contribuer à créer et faire émerger les conditions de la citoyenneté auprès des jeunes en les dotant de budget et de ressources humaines et en leur permettant d'intervenir dans le parcours éducatif des jeunes ».

Des éléments de plaidoyer

[L'article 165 du traité sur le fonctionnement de l'UE](#) encourage la participation des jeunes à la vie démocratique et soutient l'engagement social et civique pour garantir que tous les jeunes disposent des ressources nécessaires pour participer à la société.

[La déclaration de Paris](#) promeut la « nécessité de promouvoir l'éducation à la

citoyenneté et aux valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination ».

[La circulaire du 23 juin 2016](#) prévoit un parcours citoyen à l'école dès la primaire.

[Le Youth Wiki](#) est une plateforme européenne qui réunit des informations sur les politiques de jeunesse mises en oeuvre dans les États-membres



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°9 Espaces et participation pour tous

page
38

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL			
NATIONAL		Faire vivre les dispositifs et enseignements d'éducation civique et citoyenne dans les programmes	
EUROPÉEN	Organiser des visites et des rencontres dans les institutions européennes		

Des structures travaillent sur cette question

-> Le dialogue structuré européen est animé en France par le Cnajep dans le cadre des campagnes « Provox », s'appuyant sur un groupe national de travail réunissant la Djepva, l'agence Erasmus + et des organisations d'éducation populaire et de jeunesse.

-> Pour développer un projet de dialogue structuré en lien avec le processus européen, un accompagnement et des financements sont possibles via l'appel à projet de **l'action clé 3 de l'Agence Erasmus +**.

-> **Les Jeunes Européens** proposent aux jeunes en France de se regrouper pour animer le débat autour des questions d'intégration européenne. Ils proposent des interventions, des événements et des débats jeunes-élu.e.s.



Accompagner les jeunes dans leur apprentissage de la participation

Soutenir et développer les possibilités « d'apprendre à participer », en suscitant l'intérêt pour les actions participatives et en aidant les jeunes à prendre conscience de leur pouvoir d'agir

Ce qu'en disent les jeunes en France

Pour les jeunes, l'Éducation nationale manque de méthodes participatives et les associations de jeunesse sont un bon espace de socialisation et de découverte de la participation. Ils préconisent de « développer les opportunités de participation des jeunes au sein des établissements scolaires en privilégiant l'éducation par l'action et les pratiques collectives pour faire des écoles des lieux d'apprentissage de la vie en collectivité en s'inspirant des pédagogies nouvelles. »

Des éléments de plaidoyer

📌 La participation des enfants est au cœur des travaux que mène le Conseil de l'Europe. Cet instrument porte sur le droit des enfants et des jeunes d'être entendus dans tous les contextes, notamment à l'école et au sein de leurs communautés et de leurs familles, ainsi qu'aux niveaux national et européen.

veut que la participation soit effective, durable et qu'elle ait un sens, elle doit être comprise comme un processus et non comme un fait ponctuel; elle nécessite un engagement continu en termes de temps et de ressources.

📌 L'article 33 de la loi égalité citoyenneté incite les collégiens et les lycéens à "participer à un projet citoyen au sein d'une association d'intérêt général" dans le cadre de l'enseignement moral et civique»

📌 La recommandation du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012, rappelle que « Si l'on



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°8 Apprentissages de qualité

page 38

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL			
NATIONAL			Intégrer des pratiques d'apprentissage plus participatives au sein de l'Éducation nationale
EUROPÉEN			

Des structures travaillent sur cette question

-> Les **Franças** développent une dynamique de dialogue structuré avec les enfants. N'hésitez pas à les contacter : www.franças.asso.fr

-> Le **Réseau national des Juniors Association** (RNJA) est une organisation qui permet à des jeunes de moins de 18 ans de s'associer pour apprendre, créer, agir et devenir des citoyens à part entière, en les accompagnant dans la création d'une association.

-> Le projet éducatif des **Éclaireuses Éclaireurs de France** (EEDF) se base sur le principe d'auto-éducation collective. www.eedf.fr



Faciliter l'engagement des jeunes par l'utilisation d'outils innovants

Explorer et promouvoir l'utilisation de formes innovantes et alternatives de participation démocratique, par exemple des outils de démocratie numérique, et faciliter l'accès afin de soutenir la participation des jeunes à la vie démocratique et d'associer les jeunes de manière inclusive, tout en étant conscients que certains jeunes n'ont pas accès à internet ni aux technologies numériques ou ne possèdent pas les compétences pour les utiliser;

Ce qu'en disent les jeunes en France

En lien avec leurs usages réels mais tout en insistant sur le fait que la participation en ligne ne se substitue pas au présentiel et que ces dynamiques doivent être complémentaires, les jeunes recommandent de « soutenir l'émergence de nouvelles pratiques de participation en mettant à disposition des lieux physiques, en prenant en compte les pratiques et les outils de participation numériques ».

Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°9 Espaces et participation pour tous

page
38

Des éléments de plaidoyer

En 2014, l'État a lancé un appel à projet innovants intitulé : « Éducation populaire pour et par les jeunes : Pratiques numériques, lieux innovants et médias de jeunes ». L'INJEP a publié en 2017 une étude d'étape portant le même nom.

Le cadre stratégique Éducation et formation 2020, souhaite promouvoir

l'apprentissage par les pairs, l'échange et la diffusion de bonnes pratiques

La déclaration de Paris 2015 prévoit de « renforcer l'esprit critique et l'éducation aux médias, s'agissant en particulier de l'usage d'internet et des réseaux sociaux, afin de développer une résistance à toutes les formes de discrimination et d'endoctrinement »

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL			Soutenir des Tiers-lieux tels que les FabLab qui explorent et inventent des outils innovants
NATIONAL			Doter les écoles primaires et secondaires de laboratoires pour explorer et fabriquer de nouvelles formes de participation
EUROPÉEN	Améliorer les plateformes digitales des institutions et des programmes		

Des structures travaillent sur cette question

-> La **Confédération des MJC de France (CMJCF)** a développé l'outil pédagogique et interactif "Non à la Haine" www.cmjcfnonalahaine.com

-> L'**association April** développe des outils de réflexion autour des logiciels libres et des nouveaux usages numériques. www.april.org

-> La **Ligue de l'enseignement** et sept acteurs éducatifs (Francas, Ceméa,

Animafac, Université Paris-Descartes, Canopé, Jets d'Encre et Cnous) coordonnent le projet D-clic numériques. www.d-clicnumeriques.org

→ CONNECTER

Rassembler des jeunes de toute l'Europe et au-delà pour promouvoir la participation volontaire, la mobilité à des fins d'apprentissage, la solidarité et la compréhension interculturelle.

La mobilité étudiante ou professionnelle, les rencontres interculturelles, les programmes de solidarités transfrontalières ou encore les échanges virtuels dans le cadre de dispositifs européens ont surtout pu être développés par le programme Erasmus. En 2017, ce programme a fêté ses 30 ans et à ce jour ce sont plus de 9 millions de personnes qui ont pu en bénéficier.

Si en 1990, Erasmus ne ciblait que les étudiants, aujourd'hui il s'est développé en direction des collégiens, lycéens, apprentis, éducateurs et formateurs, jeunes diplômés, demandeurs d'emplois, volontaires, professionnels du monde associatif et sportif, et concerne des publics très variés.

Les programmes d'échanges et de mobilité en France

43 745
étudiants
français
en mobilité
en 2017

La France est le pays qui envoie le plus d'étudiants en programme Erasmus+ (43 745 étudiants en 2017), devant l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Au total 80 000 personnes ont bénéficié d'une mobilité d'études, de stage ou de volontariat en Europe ou hors Europe en 2017 et 1 800 projets Erasmus+ ont été financés via le budget alloué de presque 114 millions d'euros.

Selon une étude menée par l'Injep auprès de jeunes ayant bénéficié de ce programme, « la mobilité est associée à des qualificatifs de progression ou de réussite aussi bien dans la vie professionnelle que personnelle : 83 % estiment qu'elle est valorisante pour une carrière professionnelle, 79 % un atout

pour une carrière professionnelle, 74 % un tremplin pour réussir sa vie personnelle et 65 %, un passage obligé pour réussir. »

Connecter les jeunes en Europe via la stratégie 2019-2027

Avec la nouvelle stratégie européenne pour la Jeunesse, l'UE réaffirme sa volonté de fournir des outils et des programmes efficaces qui permettront à chaque jeune en Europe d'accéder à des possibilités de mobilité et d'échanges.

Pour l'UE, les échanges de jeunes et les projets dans le cadre du programme Erasmus+, du corps européen de solidarité et des programmes qui leur succéderont sont des sources d'apprentissage culturel et d'autonomisation, en particulier pour les jeunes les moins favorisés. La coopération de l'UE dans le domaine de la jeunesse devrait donc soutenir ces possibilités et permettre à tous les jeunes de développer et de renforcer leurs compétences personnelles, sociales et civiques, de développer leur esprit critique et leur créativité, de renforcer leur insertion professionnelle et de devenir des citoyens européens actifs.



Toute l'Europe : www.touteurope.eu
10 chiffres sur le programme Erasmus - 05.10.2018

Injep : Le baromètre de la mobilité des jeunes -
Extrait du baromètre d'OpinionWay pour L'Étudiant
et la société de stockage HomeBox, juin 2016



Promouvoir la mobilité des jeunes et des travailleurs de jeunesse

Permettre à tous les jeunes, ainsi qu'aux travailleurs de jeunesse, d'accéder aux possibilités de mobilité transfrontalière, y compris le volontariat dans le secteur de la société civile, en éliminant les obstacles et en mettant en œuvre des mesures de soutien qui accordent une attention particulière aux jeunes moins favorisés;

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes recommandent de « développer la formation des travailleurs de jeunesse sur les questions de mobilité afin de rendre plus accessible le langage institutionnel, et développer un argumentaire plus adapté pour toucher les jeunes. »

Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°11 Organisations de jeunesse & programmes européens

page 39

Des éléments de plaidoyer

Les programmes Horizon 2020 et Erasmus + ont mis en place un partenariat pour permettre aux jeunes de réaliser une période d'études ou un stage en Europe dans le cadre de l'Enseignement Supérieur.

Le service civique qui est un programme d'engagement volontaire au service de l'intérêt général ouvert aux 16-25 ans, élargi à 30 ans aux jeunes en

situation de handicap qui peut s'effectuer à l'étranger.

Le positionnement du Cnajep du 6 mars 2017 sur la Mobilité européenne et internationale réaffirme la place des organisations de jeunesse et d'éducation populaire dans les espaces d'interlocution tels que les offices de mobilités, les espaces institutionnels et les plateformes régionales de mobilité.

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL		Développer les jumelages entre villes européennes	
NATIONAL			Définir un statut au volontariat de l'animation
EUROPÉEN			

Des structures travaillent sur cette question

-> **Cotravaux** a pour but de promouvoir l'action volontaire et de favoriser son développement sur l'ensemble du territoire national. www.cotravaux.org

-> **L'OFAJ (Office Franco-allemand pour la Jeunesse)** aide ses partenaires par son soutien financier, pédagogique et linguistique et propose des activités dans tous les domaines concernant les jeunes. www.ofaj.org

-> **L'Action-clé 1 du programme Erasmus +** pour la mobilité des individus à des fins d'éducation et de formation favorise la rencontre et les échanges de pratiques entre les acteurs de jeunesse. info.Erasmusplus.fr



Soutenir l'engagement solidaire

Encourager l'engagement des jeunes dans la solidarité, en promouvant des programmes de soutien et en recherchant la complémentarité et les synergies entre les instruments de financement de l'UE et les programmes nationaux, régionaux et locaux.

Ce qu'en disent les jeunes en France

La solidarité arrive en tête des préoccupations des jeunes. Ils proposent « d'offrir aux jeunes des espaces de réflexion et d'échange sur les enjeux migratoires dans nos sociétés » mais aussi de « mettre en place un système volontaire de parrainage entre jeunes de parcours différents pour faciliter l'insertion des jeunes migrants ».

Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°3 Sociétés inclusives

page
35

Des éléments de plaidoyer

La Charte Nationale des chantiers de bénévoles de 2008 prévoit de conjuguer des valeurs humanistes, la compréhension entre les peuples et le respect de l'autre, avec la réalisation d'actions concrètes au service de l'intérêt général.

Les programmes Jeunesse, solidarité internationale (JSI)

et Ville, vie, vacances / solidarité internationale (VVV/SI) du FONJEP permettent des rencontres interculturelles de groupes de jeunes Français et étrangers autour d'un projet de solidarité internationale, en France ou à l'étranger.

Le Corps Européen de Solidarité remplacera le Service Volontaire Européen d'ici 2019.

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL			Dégager du temps scolaire pour s'engager et valoriser les engagements en classe
NATIONAL		Renforcer les plateformes régionales de mobilité en les dotant de moyens pérennes	
EUROPÉEN	Organiser des festivals européens pour lier information et convivialité		

Des structures travaillent sur cette question

-> **Starting-Block** est une association de jeunes engagés dont le projet est de mobiliser et initier les jeunes à la réalisation de projets collectifs tournés vers les autres.
www.starting-block.org

-> **Solidarités Jeunes** propose des formations à ses salarié.e.s, volontaires, bénévoles actifs.ves.
www.solidaritesjeunes.org

-> La Commission Jeunesse et solidarité internationale de **Coordination SUD** travaille pour la prise en compte des « jeunes actrices » dans les projets et les structures de la solidarité internationale.



Proposer des programmes fait par et pour les jeunes

Associer activement les jeunes et les organisations de jeunesse à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes de financement européens pertinents ;

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes proposent « de faciliter l'accès aux programmes européens en les rendant moins contraignants, en les simplifiant, et en organisant des pôles d'ingénierie européenne afin de soutenir, former et mettre en réseau les utilisateurs de ces programmes. » Ils recommandent aussi « d'impliquer les bénéficiaires dans la gestion du programme au travers d'un budget partagé et d'une association aux choix stratégiques ».

Des éléments de plaidoyer

📎 Le Comité national Erasmus + a pour objectif de créer un dialogue avec les associations actrices des programmes.

📎 Le réseau RAY (Research based analysis of youth in action) est un réseau de chercheurs.es européen.ne.s qui analyse l'impact des programmes Erasmus + sur le court, moyen et long terme.

📎 L'OCDE est une organisation internationale qui évalue, entre autres, les programmes de financements. Elle met en place des indicateurs très précis, quantitatifs mais aussi qualitatifs, pour assurer le suivi et l'évaluation des dépenses propres à ces programmes.

Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

👤 n°11 Organisations de jeunesse & programmes européens

page
39

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL	Former des interlocuteurs/travailleurs de jeunesse aux programmes européens dans les espaces socio-culturels		
NATIONAL		Réaliser une étude avec les organisations de jeunes sur les freins à la mobilité et améliorer les programmes	
EUROPÉEN			Intégrer les jeunes et les organisations de jeunesse dans l'élaboration des programmes

Des structures travaillent sur cette question

-> **France Volontaires** apporte son appui à l'information et à l'orientation des personnes souhaitant s'engager.
www.france-volontaires.org

-> **La Fédération des Maisons de l'Europe** regroupe un réseau de 36 Maisons de l'Europe sur le territoire français qui sont des espaces de rencontre pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent débattre des projets et dossiers européens.



Reconnaître et valider les apprentissages non-formels et informels

Partager les meilleures pratiques et poursuivre les travaux sur des systèmes efficaces de validation et de reconnaissance des qualifications et compétences acquises dans le cadre de l'apprentissage non formel et informel, y compris les activités de solidarité et de volontariat, en poursuivant la mise en œuvre de la recommandation du Conseil de 2012 sur la validation de l'apprentissage non formel et informel.

Ce qu'en disent les jeunes en France

Pour les jeunes, il est nécessaire de «favoriser les échanges de bonnes pratiques entre États en matière d'éducation». Ils constatent que «l'UE s'intéresse de plus en plus aux enjeux éducatifs, et qu'il est donc nécessaire que ses institutions soient en dialogue avec l'ensemble des jeunes et des structures de l'éducation formelle et non-formelle.»

Des éléments de plaidoyer

L'Europass est une initiative de l'Union européenne visant à aider les citoyens à présenter leurs compétences et qualifications de manière claire et logique, et à favoriser la mobilité géographique et professionnelle.

Le Youthpass est un outil développé pour permettre la reconnaissance des résultats de

l'apprentissage non formel et informel acquis par les participants aux activités Jeunesse du programme Erasmus +

Le système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS) facilite l'octroi, par les établissements de l'enseignement supérieur, de crédits pour les acquis de l'apprentissage non formel et informel.

Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°8 Apprentissages de qualité

page
38



QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL	Animer des ateliers de formation à la reconnaissance des acquis		
NATIONAL		Adapter la VAE pour mieux prendre en compte les compétences de mobilité	
EUROPÉEN			Harmoniser la définition des apprentissages non-formels et informels par l'UE

Des structures travaillent sur cette question

-> **L'association ADICE** agit pour la promotion sociale et professionnelle des publics en permettant à tous de bénéficier d'une expérience à l'international, en tenant compte des capacités et aspirations de chacun, dans une logique de promotion

et en favorisant une dynamique de parcours personnel.

-> **Les Scouts et Guides de France** ont développé un outil très complet qui permet aux jeunes d'analyser et de valoriser les compétences issues de l'apprentissage non-formel et informel qu'ils ont développé via leur expérience de bénévolat. L'outil

« Valorise-toi ! » est visionnable en ligne sur le site des SGDF.

-> **La FAGE** travaille aussi sur la reconnaissance des apprentissages non-formels et informels des étudiant.e.s.
www.fage.org



AUTONOMISER

Soutenir l'autonomisation des jeunes grâce à la qualité, l'innovation et la reconnaissance du travail socio-éducatif

Afin que les jeunes détiennent toutes les clés pour s'émanciper et devenir autonomes, un environnement propice, un accompagnement de qualité ainsi que des outils et des ressources spécifiques sont nécessaires.

Aujourd'hui, partout en Europe, les jeunes sont confrontés à des problèmes divers, tels que les difficultés d'accès à leurs droits, l'exclusion sociale et la discrimination, ou encore l'accès à une information fiable et de qualité. Dans ce contexte, l'animation socio-éducative sous toutes ses formes peut servir de catalyseur de l'autonomisation des jeunes et les accompagner dans leur transition vers l'âge adulte.

Le secteur de l'éducation non-formelle en France

Les associations de jeunesse et d'éducation populaire offrent un environnement de qualité qui permet aux enfants et aux jeunes de gagner en confiance et d'apprendre de façon non formelle. Elles sont reconnues pour doter les jeunes de compétences et d'aptitudes personnelles, professionnelles telles que le travail en équipe, le leadership, les compétences interculturelles, la gestion de projets, la résolution de problèmes et l'esprit critique.

En France, le secteur Jeunesse et Education Populaire représente plus de 680 000 emplois et

6 millions de bénévoles qui assurent le lien vers l'éducation, la formation ou le travail, évitant souvent l'exclusion.

Autonomiser les jeunes en Europe via la stratégie 2019-2027

Pour l'UE, il convient de reconnaître davantage l'apprentissage non formel et informel à travers l'animation socio-éducative. Cette reconnaissance passe par l'allocation de ressources, d'un budget spécifique et d'outils permettant aux associations du secteur jeunesse et éducation populaire d'accompagner au mieux les jeunes vers l'autonomie, notamment ceux en situation d'exclusion, et d'améliorer ainsi leur qualité de vie au sein de l'UE.

680 000
emplois et
6 millions
de bénévoles



www.cnajep.asso.fr



Reconnaître et valoriser le travail de jeunesse

Elaborer et mettre en œuvre un programme européen de travail pour la jeunesse portant sur la qualité, l'innovation et la reconnaissance de l'animation socio-éducative. Afin de libérer tout le potentiel de ce programme, il est nécessaire d'intégrer l'expertise des représentants de la jeunesse, des organisations de jeunesse, des animateurs socio-éducatifs et des chercheurs. Il convient d'encourager d'autres synergies avec les travaux menés dans ce domaine par le Conseil de l'Europe;

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes qui ont participé à la campagne « Jeunesse, Europe & Educ Pop » ont élaboré une proposition qui répond en partie à la recommandation du Conseil. Pour eux, et dans une logique d'harmonisation vers le haut des actions européennes, il est nécessaire de « créer un diplôme européen de travailleur de jeunesse / animation volontaire incluant la question de citoyenneté ».

Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°11 Organisations de jeunesse & programmes européens

page 39

Des éléments de plaidoyer

📎 La déclaration de la Convention européenne du Travail de Jeunesse (Bruxelles, 2015) propose une définition européenne commune du travail de jeunesse et encourage une plus grande reconnaissance de celui-ci.

📎 La recommandation des ministres du Conseil de l'Europe du 31 mai 2017 reconnaît le

travail de jeunesse, lui donne une définition et constate sa portée.

📎 Le Forum Européen de la Jeunesse publie de nombreux positionnements sur la reconnaissance et la valorisation du travail de jeunesse en Europe. Voir leur publication sur « La validation de l'éducation non-formelle dans le secteur jeunesse : facteurs clés de réussite et recommandations »

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL	Organiser des rencontres pour débattre des différents métiers réunis sous le terme de « travailleur de jeunesse »		
NATIONAL		Porter auprès des euro-députés l'importance d'une mise en synergie sur ce thème	
EUROPÉEN			Créer un diplôme européen de « travailleur de jeunesse »

Des structures travaillent sur cette question

-> **L'INJEP**, à travers son travail de recherche, publie de nombreuses études sur le travail de jeunesse et produit des analyses comparatives sur les bonnes

pratiques en matière d'éducation non-formelle en Europe.

-> Depuis octobre 2018, **un secrétaire d'état auprès du Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse** a été nommé.

Pour répondre aux mieux aux enjeux européens, son cabinet a été renforcé en novembre 2018 par la nomination d'une conseillère en charge de la jeunesse et des relations internationales.



Soutenir le travail de jeunesse

Soutenir le développement d'un travail de jeunesse de qualité aux niveaux local, régional, national et européen, y compris l'élaboration de politiques sur le terrain, la formation des animateurs de jeunesse, l'établissement de cadres juridiques et l'allocation de ressources suffisantes ;

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes proposent « de faciliter l'accès aux programmes européens en les rendant moins contraignants, en les simplifiant, et en organisant des pôles d'ingénierie européenne afin de soutenir, former et mettre en réseau les utilisateurs de ces programmes. » Ils recommandent aussi « d'impliquer les bénéficiaires dans la gestion du programme au travers d'un budget partagé et d'une association aux choix stratégiques ».

Des éléments de plaidoyer

Les Conseiller.ere.s d'Éducation Populaire et Jeunesse (CEPJ) participent à l'évaluation, à l'amélioration de la qualité éducative et à la sécurisation des pratiques éducatives et de formation.

Le Rapport d'information 2015 déposé par la députée Sandrine Doucet fait état de la validation de l'apprentissage non-formel et informel en Europe et entérine des outils comme la VAE et le CEC (cadre européen des certifications).



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

n°9 Espaces et participation pour tous

page
38

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL		Intégrer plus les animateurs dans les réflexions sur les politiques locales	
NATIONAL			Intégrer des modules sur les nouvelles technologies / esprit critique dans la formation des animateurs
EUROPÉEN			Harmoniser et renforcer l'application des recommandations sur le travail de jeunesse

Des structures travaillent sur cette question

-> **La Jeunesse Au Plein Air** (JPA) milite pour le départ de tous les enfants en vacances en soutenant financièrement leur

départ. Elle assure une activité de veille et d'information sur le secteur des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes et développe un appui de formation et un service juridique pour les acteurs de jeunesse.

-> **Le Campus Léo Lagrange** est l'organisme de formation de l'association Léo Lagrange, **l'UFCV, les Céméa, les Francas...** organisent des formations diplômantes pour les travailleurs de jeunesse.



Soutenir les organisations de jeunesse

Soutenir les activités socio-éducatives à tous les niveaux, y compris sur le terrain, et reconnaître le rôle des organisations de jeunesse permettant le développement des compétences et de l'inclusion sociale, à travers l'animation socio-éducative et les activités d'éducation non formelle;

Ce qu'en disent les jeunes en France

Les jeunes recommandent de « favoriser la création de lieux physiques, guichets uniques des associations et des jeunes sur les questions d'engagement ».

Des éléments de plaidoyer

Les délégués départementaux à la vie associative (DDVA) Experts de la vie associative, ils s'appuient sur les correspondants « associations » des différents services de l'État. L'objectif est de préserver pour toutes les associations un accès simple et équitable à une information de qualité et, sur certains territoires, de rassembler les compétences.

FONJEP Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire permet, au bénéfice des associations « jeunesse et éducation populaire » de financer des emplois dans une perspective de développement de leur action.



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

page 38

n°9 Espaces et participation pour tous

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL		Poursuivre le maillage territorial entre acteurs sur ce sujet (en lien avec les CEPJ)	
NATIONAL			Faire reconnaître l'apport spécifique des Ajep dans la globalité éducative
EUROPÉEN			Assurer plus de ressources au programme Erasmus et particulièrement pour les rencontres entre organisations de jeunesse

Des structures travaillent sur cette question

-> Avec la campagne "Traçons nos vies" la **JOC** souhaite permettre aux jeunes de la classe ouvrière (et aux autres) d'exprimer des revendications pour améliorer leur situation de vie.

-> Le **MRJC** a développé le programme Fabriques du Monde Rural qui sont des lieux d'expérimentation d'initiatives par les jeunes. www.mrjc.org

-> **Les Fabriques d'Initiatives Citoyennes (FIC)** sont des lieux d'information, de développement de projets et de rencontres où des actions d'éducation

populaire sont mises au profit des habitants des territoires fragiles, et notamment ceux qui vivent dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. www.toutlemondefabrique.fr



Faciliter l'accès à l'information

Créer et développer, lorsque c'est possible, des points de contact pour la jeunesse aisément accessibles, chargés de fournir une large gamme de services et/ou des informations, y compris des conseils financiers, une orientation et un soutien dans les domaines de la carrière professionnelle, de la santé, des relations personnelles, de l'éducation, de la culture et des possibilités d'emploi.

Ce qu'en disent les jeunes en France

Pour les jeunes interrogés dans le cadre de la campagne Provox, les informations sur les programmes européens, sur le fonctionnement de l'Union européenne, mais aussi de manière plus globale, sur leurs propres droits est encore difficile d'accès.

Des éléments de plaidoyer

📎 Le ministère chargé de la jeunesse expérimente un outil en ligne intitulé « la boussole des droits » qui vise à permettre aux jeunes d'accéder à une meilleure information sur leurs droits.

📎 La loi égalité citoyenneté prévoit que les régions soutiennent « et garantissent à tous les jeunes

l'accès à une information généraliste, objective, fiable et de qualité ayant trait à tous les aspects de leur vie quotidienne. »

📎 Le Portail Européen de la Jeunesse propose des informations européennes et nationales, et offre des possibilités intéressantes aux jeunes qui vivent, étudient ou travaillent en Europe.



Et en Europe, qu'en disent les jeunes ?

page
38

n°9 Espaces et participation pour tous

QUELQUES IDÉES

	INFORMER	INFLUENCER	DÉCIDER
LOCAL / RÉGIONAL	Mener une étude sur les métiers liés à la participation citoyenne en Europe pour partager la connaissance sur les compétences requises		
NATIONAL		Sécuriser le financement des lieux animés par les AJEP	
EUROPÉEN	Cartographie des bonnes pratiques dans les différents pays		

Des structures travaillent sur cette question

-> **Les Centres Sociaux** assurent une fonction d'accueil d'activités et de services de proximité pour les habitant.e.s d'un quartier. www.centres-sociaux.fr

-> **Le CIDJ** a pour mission d'informer tous les jeunes sur tous les sujets qui les concernent.

-> **Les missions locales** assurent un rôle d'information et d'accompagnement des

jeunes en situation d'éloignement dans la connaissance de leurs droits.

-> **L'UNEF** mène de nombreuses campagnes d'informations sur les droits des jeunes. www.unef.fr

→ COMMENT PARTICIPER ?

Vous êtes une organisation de jeunesse ? Une collectivité ? Un groupe de jeunes ?
Et vous voulez vous investir dans le processus de Dialogue Structuré !

Plusieurs moyens sont à votre disposition pour monter votre propre projet
ou rejoindre les dynamiques existantes.

1. Rejoindre Provox

Participer à la dynamique Provox c'est contribuer au processus européen et prendre part aux actions qui réunissent l'avis de milliers de jeunes partout en Europe. Via Provox, vous pouvez prendre part aux événements, consultations, débats en région, vous pouvez labelliser vos actions ou même rejoindre le Groupe National de Travail.

Contactez-nous sur la plateforme Provox-jeunesse ou en nous écrivant à l'adresse : dialogue.structure@cnajep.asso.fr



2. Monter votre projet Dialogue Structuré avec l'action clé 3 d'Erasmus +

Le programme européen Erasmus + est l'outil de la Commission Européenne pour soutenir le Dialogue Structuré. Son action clé 3 soutient financièrement des projets qui s'intègrent dans le cadre du processus de Dialogue Structuré: Consultations, dialogue, mise en oeuvre des résultats, ... les formats sont libres et variés. Il est toutefois important de travailler sur la thématique du cycle de travail en cours.



3. Impulser ou rejoindre une dynamique de Dialogue structuré territorial

Pour agir de manière concrète sur les politiques publiques en lien avec l'échelon local et régional, vous pouvez vous rapprocher des Crajep de votre région.



LA RENCONTRE RÉGIONALE PROVOX EN OCCITANIE

TÉMOIGNAGE

En 2018, le Cnajep a proposé aux Crajep d'organiser des rencontres régionales mettant en débat les thématiques prioritaires identifiées par les jeunes dans le cadre de la campagne Provox « Jeunesse, Europe & Educ Pop ».

Le Crajep Occitanie et ses associations membres ont saisi l'occasion pour organiser une journée de rencontre jeunes-élu.e.s en reliant des thématiques telles que l'accès à l'emploi, à la culture, aux loisirs, les parcours de formation des jeunes ou encore les inégalités des territoires ruraux et urbains à différents échelons, du local à l'europpéen.



L'objectif de cette rencontre ?

→ Permettre à des jeunes venant de tous horizons à travers le territoire occitan de partager et confronter leur point de vue sur les politiques les concernant avec des décideurs politiques.

→ Alimenter le positionnement français sur la stratégie européenne de la jeunesse via leur contribution à la campagne Provox.

70 participants
13 | 30 ANS ↓

venus des 4 coins de la région Occitanie

4 ATELIERS THÉMATIQUES

- > Accès à l'emploi
- > Accès à la culture, aux loisirs et au sport
- > Parcours liés aux études
- > Inégalités des territoires ruraux et urbains

1 MATINÉE D'ATELIERS

1H DE DÉBATS

animé par Radio Campus Montpellier en direct sur les ondes et les réseaux sociaux

4 REPRÉSENTANTS POLITIQUES

Nicolas Remond, Responsable du Pôle Cohésion Sociale de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), Valérie Dumontet, Vice-présidente du Conseil Départemental de l'Aude, Danièle Hérim, Députée de l'Aude et Virginie Rozière, Eurodéputée,

« Ce n'est pas parce qu'on est jeune que l'on ne s'intéresse pas à l'écologie. Il y a des thèmes comme celui-là dont on parle très souvent entre nous et pourtant lorsque l'on écoute les autorités on a l'impression que personne ne s'y intéresse. Si je suis ici c'est parce que j'attends des changements, j'attends que nous soyons enfin entendu ».

Quentin Favant, 16 ans

Conseiller Régional des Jeunes d'Occitanie

« Les jeunes font plein de choses mais qu'est-ce qu'il advient de leurs actions ? Le fait de les rassembler autour de thèmes communs leur donne du poids »

Soizic Ghandour

Déléguée Régionale de l'AFEV Occitanie.

« Il faut sortir de son bureau pour être confrontés aux problèmes réels. Les jeunes sont très représentatifs des attentes de la population, c'est pourquoi il est important d'aller à leur rencontre et de répondre à leur demande de dialogue »

Nicolas Remond,

Responsable Pôle Cohésion Sociale DRJSCS.

Témoignages recueillis
par Émilie Lestrat

Les résultats ?

- Des propositions discutées avec les représentant.e.s politiques et pouvant servir de base à de futures actions pour l'amélioration des politiques publiques sur le territoire
- Des propositions portées au niveau national lors de rendez-vous politiques
- La contribution des jeunes en Occitanie au positionnement Provox sur la stratégie européenne de la jeunesse



Youth Goals

Les « Youth Goals » ou « Objectifs pour la jeunesse » sont le résultat du dialogue structuré européen 2017-2018 qui se tient en simultanément dans de nombreux pays en Europe, et notamment en France dans le cadre de la campagne Provox « Jeunesse, Europe et Éduc pop ». Publiés à la suite de la Conférence de la jeunesse qui a eu lieu à Sofia, en Bulgarie en avril 2018, ils représentent les points de vue des jeunes de toute l'Europe.

Voici les 11 Objectifs pour la jeunesse et leur déclinaison.



1. Connecter l'Union européenne avec la jeunesse

Promouvoir le sentiment d'appartenance des jeunes au projet européen et construire des ponts entre l'UE et les jeunes afin de leur redonner confiance en l'UE et d'augmenter leur participation à celle-ci.

Un nombre croissant de jeunes ne font plus confiance à l'UE, rencontrent des difficultés à comprendre ses principes, ses valeurs et son fonctionnement. Le déficit démocratique dans les processus de l'UE est aussi une des raisons de la montée de l'euroscpticisme parmi les jeunes.

➤ Garantir l'implication significative des jeunes et le dialogue à toutes les étapes des prises de décisions de l'UE en améliorant les mécanismes de participations actuels et en en créant des nouveaux.

➤ Assurer un accès égal pour tous les jeunes à une information de qualité, impartiale et adaptée aux jeunes sur le fonctionnement de l'UE, la façon de s'y impliquer et les opportunités qu'elle offre.

➤ Introduire et accroître la formation sur l'Europe et l'UE dans les systèmes d'éducation formelle et non-formelle.

➤ Garantir, en accord avec le principe d'égalité citoyenne, une représentation équitable de tous les états membres dans les instances politiques et administratives de l'UE.

➤ Augmenter le budget et l'impact des programmes de l'UE en faveur de la jeunesse.

➤ Donner confiance aux jeunes dans le projet européen en travaillant sur le déficit démocratique, le manque de transparence et de visibilité.

➤ Institutionnaliser l'évaluation de l'impact et de l'effet des politiques de l'UE ainsi que de leur adaptation aux jeunes.



2. Égalité de tous les genres

Assurer l'égalité de tous les genres et des approches genrées dans tous les domaines de la vie d'un jeune.

La discrimination basée sur le genre affecte beaucoup de jeunes, en particulier les jeunes filles et jeunes femmes. L'égalité des opportunités et de l'accès aux droits doivent être assurés aux jeunes quel que soit leur genre, les jeunes non-binaires (ou genderqueer) et LGBTQI inclus.

➤ S'attaquer à la discrimination et assurer des droits égaux pour tous les genres dans les domaines culturel, politique et socio-économique.

➤ Parvenir à une conscientisation universelle des inégalités existantes et de la discrimination basées sur le genre, particulièrement dans les médias.

➤ Mettre un terme à la violence basée sur le genre en travaillant sur

celle-ci et en l'attaquant sous toutes ses formes de façon efficace.

➤ Éliminer les rôles stéréotypés des genres et aborder diverses identités de genre dans les systèmes éducatifs, la vie familiale, les lieux de travail et les autres domaines de la vie.

➤ Supprimer la discrimination structurelle basée sur le genre dans le marché du travail et assurer des

droits, un accès et des opportunités égales.

➤ Assurer un salaire égal pour un travail égal et un partage égal des responsabilités du travail.

➤ Garantir un accès égal aux systèmes d'éducation formelle et non-formelle, et que leurs formes suivent des approches sensibles au genre.



3. Sociétés inclusives

Rendre possible et assurer l'inclusion de tous les jeunes dans la société.

Un tiers des jeunes en Europe sont en situation précaire et d'exclusion sociale. Beaucoup n'ont pas accès à leurs droits sociaux. Nombreux sont ceux qui font face à de multiples discriminations, expérimentent des préjugés et sont victimes de crimes de haine. Le phénomène migratoire actuel amène de nouveaux défis sociaux et d'inclusion. C'est pourquoi il est crucial de travailler en faveur de la réalisation des droits de tous les jeunes en Europe, en incluant les plus marginalisés et exclus.

➤ Fournir une protection légale et renforcer les instruments légaux internationaux pour lutter contre tout type de discrimination et de discours haineux, sur base de la reconnaissance du fait que les jeunes sont sujets à de multiples formes de discrimination.

➤ Renforcer la portée de l'information auprès des jeunes marginalisés pour garantir qu'ils aient connaissance des espaces, opportunités et expériences qui s'offrent à eux.

➤ Garantir que tous les jeunes marginalisés aient un accès égal aux systèmes éducatifs formel et non formel, en travaillant sur toutes les dimensions de l'inclusion.

➤ Renforcer les capacités des éducateurs à travailler avec des jeunes marginalisés.

➤ Fournir plus d'espaces, d'opportunités, de ressources et de programmes pour promouvoir le dialogue, la cohésion sociale et combattre la discrimination et la ségrégation.

➤ Consolider l'aide sociale en mettant en place le droit à un salaire décent, à des conditions de travail équitables, à un accès universel à des soins de santé de qualité et garantir des mesures spécifiques pour les jeunes marginalisés.

➤ Assurer que les jeunes participent à tous les processus de prises de décision et soient des acteurs clés, particulièrement dans les processus concernant leurs propres droits, leur bien-être et leurs intérêts.



4. Information et dialogue constructif

Garantir aux jeunes un meilleur accès à des informations fiables, encourager leur capacité à évaluer l'information de manière critique et à s'engager dans un dialogue participatif et constructif.

Les jeunes éprouvent des difficultés à vérifier l'exactitude et la fiabilité de l'information. Ils ont besoin d'être préparés de façon plus adéquate pour parcourir le paysage médiatique et participer à un dialogue constructif.

➤ Donner aux jeunes les capacités d'être des utilisateurs et producteurs critiques et responsables d'information.

➤ Garantir que les jeunes aient la capacité de reconnaître et signaler des nouvelles erronées et vérifier la justesse des sources utilisées.

➤ Donner aux jeunes la capacité de reconnaître et dénoncer les discours de haine et la discrimination, en ligne ou non.

➤ Garantir que les jeunes puissent s'engager dans un discours respectueux, tolérant et non-violent, en ligne ou non.

➤ Assurer un accès facile à une information compréhensible et adaptée pour les jeunes et qui suit les codes éthiques et les standards de qualité.



5. Santé mentale et bien-être

Atteindre un meilleur niveau de bien-être mental et mettre un terme à la stigmatisation des problèmes de santé mentale, en promouvant l'inclusion sociale de tous les jeunes.

Un nombre significatif et croissant de jeunes en Europe expriment leur inquiétude concernant la fréquence de problèmes de santé mentale tels que les hauts niveaux de stress, l'anxiété, la dépression et les autres maladies mentales parmi leurs pairs. Les jeunes mentionnent les importantes pressions sociales auxquelles ils font face aujourd'hui et expriment leur besoin d'un meilleur accompagnement en matière de santé mentale des jeunes.

➤ Encourager le développement d'une conscience de soi et d'une mentalité moins compétitive en promouvant l'appréciation des compétences et des forces individuelles.

➤ Sauvegarder, pendant et après leur maladie, les droits au travail et à étudier de personnes souffrant de problèmes de santé mentale pour garantir leur capacité à poursuivre leurs propres ambitions.

➤ Développer une approche inclusive et intersectionnelle des dispositions de la santé mentale pour tous, et en particulier pour les groupes marginalisés.

➤ Fournir à tous les professionnels travaillant avec des jeunes ainsi que la famille et les amis une formation de qualité en premier secours en santé mentale.

➤ Proposer un traitement inclusif, respectueux et bien financé en

incorporant des prestations de haute qualité en termes de santé mentale dans toutes les institutions médicales.

➤ Se focaliser sur les mesures de prévention qui garantissent que les jeunes soient dotés des connaissances et compétences requises pour un meilleur bien-être mental.

➤ Lutter contre la stigmatisation des problèmes de santé mentale en développant des programmes de sensibilisation.



6. Soutenir les jeunesses rurales

Créer des conditions favorables à l'accomplissement des jeunes et de leur potentiel dans les zones rurales.

Malgré le fort engagement de l'Union européenne pour le développement des zones rurales et partant du fait qu'avant 2015 un tiers de la population de l'UE vivait dans ces espaces, des différences majeures persistent entre les conditions de vie dans les zones urbaines et les zones rurales. Il est alors important d'assurer l'égalité entre les jeunes en s'adaptant aux facteurs intrinsèques aux zones urbaines et rurales.

- Favoriser la mise en place d'infrastructures adaptées dans les zones rurales afin de fournir aux jeunes un accès équitable aux services publics, à la connectivité Data, et aux facilités de logement.
- Veiller à ce que des emplois durables, de haute qualité et accessibles aux jeunes soient créés dans les zones rurales.
- Assurer la décentralisation de différentes activités par, pour et avec les jeunes dans le but de soutenir leur inclusion et d'en faire bénéficier les communautés locales.
- S'assurer que les jeunes dans les zones rurales participent activement aux processus de prise de décisions.
- Garantir un accès égal à des formations de qualité pour les jeunes dans les zones rurales.
- Dresser une image positive des zones rurales.
- Veiller à la protection du folklore et du patrimoine culturel rural.



7. Qualité de l'emploi pour tous

Garantir l'accessibilité au marché du travail pour tous les jeunes avec des débouchés menant à des emplois de qualité.

Les jeunes souffrent d'un fort taux de chômage, de conditions de travail précaires, relevant parfois de l'exploitation, autant que de discriminations sur le marché de l'emploi et sur leur lieu de travail. Le manque d'informations claires et de compétences pratiques pour un futur emploi font obstacle à l'insertion professionnelle des jeunes. Des mesures doivent donc être prises afin d'assurer une qualité de l'emploi pour tous.

- Créer des emplois de qualité qui garantissent des conditions de travail équitables, le respect des droits des travailleurs, ainsi qu'un salaire minimum et décent pour tous les jeunes.
- Garantir le droit à une protection sociale et médicale pour tous les jeunes travailleurs.
- Garantir l'égalité des chances et un traitement équitable pour tous les jeunes afin d'en finir avec la discrimination sur le marché du travail.
- Assurer à tous les jeunes des chances égales de pouvoir développer des compétences pratiques et d'acquérir de l'expérience afin de faciliter leur passage de l'école vers le marché du travail.
- Garantir la reconnaissance et la validation de compétences acquises lors de stages, de périodes d'apprentissage ou d'autres types de formations professionnelles, au même titre que celles acquises lors d'expériences de volontariat ou par le biais de l'éducation non-formelle.
- S'assurer de la participation des jeunes et des organisations de jeunesse en tant que partenaires dans le développement, la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation des politiques d'emploi à tous les niveaux.
- Assurer un accès égal aux informations de qualité et aux mécanismes de soutien afin de préparer les jeunes à un marché du travail changeant et au futur du monde du travail.



8. Apprentissages de qualité

Inclure et améliorer les différentes formes d'apprentissage qui préparent les jeunes aux défis du 21e siècle et d'une société en mutation.

L'éducation ouvre les portes d'une citoyenneté active, d'une société inclusive et vers le monde du travail. C'est pourquoi nous devons élargir notre vision de l'éducation au 21e siècle en se concentrant sur les méthodes de transmission de compétences, les formes d'apprentissage pédagogiques, et sur l'éducation non-formelle afin d'atteindre un accès réellement équitable et universel à des savoirs de qualité.

➤ Garantir un accès égal et universel à une éducation de qualité et aux apprentissages tout au long de la vie.

➤ Veiller à ce que l'éducation non-formelle soit suffisamment financée, qu'elle soit accessible à tous niveaux, pour tous les jeunes, et que ses apprentissages soient reconnus et validés.

➤ Promouvoir l'ouverture d'esprit et favoriser le développement de compétences interpersonnelles et interculturelles.

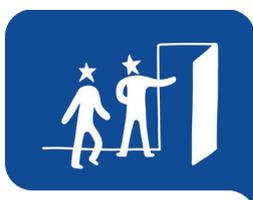
➤ Créer et mettre en œuvre des méthodes d'apprentissage personnalisées, participatives et coopératives dans chaque étape du processus éducatif.

➤ S'assurer que l'éducation transmette aux jeunes des compétences pratiques en lien avec la vie quotidienne comme la gestion de leurs finances et l'éducation à la santé, incluant l'accès aux informations sur la sexualité et sur la contraception.

➤ Favoriser les méthodes d'éducation formelle et non-formelle qui

permettent aux jeunes de développer des compétences personnelles comme l'esprit d'analyse, l'esprit critique, la créativité et l'envie d'apprendre.

➤ S'assurer que les jeunes aient accès à une éducation citoyenne qui leur procure de solides connaissances sur les systèmes démocratiques, de la démocratie, des droits de l'Homme, dans le but de promouvoir une participation citoyenne active basée notamment sur des expériences de terrain.



9. Espaces et participation pour tous

Renforcer la participation démocratique et l'autonomie des jeunes tout en leur fournissant des espaces consacrés à la jeunesse dans toutes les sphères de la société.

Les jeunes sont sous-représentés dans les processus de prise de décisions qui les affectent, bien que leur engagement soit crucial pour la démocratie. Ils ont besoin d'un accès à des espaces physiques dans leurs communautés qui favorisent leur développement personnel, culturel et politique.

➤ S'assurer que les jeunes puissent influencer de manière adéquate tous les domaines de la société et chaque étape des processus décisionnels, de l'élaboration d'un programme à sa mise en œuvre, à son contrôle et son évaluation, grâce à des mécanismes et des structures accessibles et adaptées à la jeunesse, s'assurant ainsi que les politiques répondent aux besoins des jeunes.

➤ Assurer un accès égal à la prise de décision quotidienne pour tous les jeunes quel que soit leur milieu d'origine.

➤ Accroître la participation et la représentation égale des jeunes dans le processus électoral, mais aussi dans les organismes composés d'élus ou tout autre organe de prise de décisions, à tous les niveaux de la société.

➤ Fournir aux jeunes des lieux et infrastructures auto-gérés appelés « espaces de jeunesse » définis par leur caractère autonome, sûr et ouvert, accessible à tous, et dans lesquels les jeunes puissent bénéficier d'un soutien professionnel pour leurs projets de développement et de participation.

➤ Garantir l'accès à des espaces virtuels sécurisés ouverts à tous les

jeunes, qui fournissent de l'information et des services, et favorisent leur participation.

➤ Renforcer le rôle des organisations de jeunesse sur les questions d'inclusion, de participation des jeunes et d'éducation non-formelle en garantissant les fonds nécessaires à leur bon fonctionnement, la reconnaissance de leur fonction ainsi que des formations de qualité pour les travailleurs du domaine de la jeunesse.

➤ Produire une information claire, intelligible et pertinente, pouvant être développée par et avec les jeunes afin de favoriser leur participation.



10. Une Europe verte et durable

Parvenir à une société dans laquelle tous les jeunes sont écologiquement actifs, sensibilisés et capables de faire la différence dans leur vie quotidienne.

Aujourd'hui, notre manière de consommer détruit notre environnement. La société doit agir contre le changement climatique et les menaces environnementales croissantes. Mais notre société ne peut résoudre un problème qu'elle ne reconnaît pas encore. C'est pourquoi chaque personne, les jeunes inclus, doit devenir responsable de ses actions et de leur impact sur les générations futures. Devenir durable n'est pas un choix, c'est une obligation.

➤ Veiller à ce que chacun, jeunes inclus, soit conscient de l'effet de ses actions sur l'environnement.

➤ Donner à la société entière et particulièrement aux jeunes la faculté d'agir comme acteurs du changement pour le développement durable et la protection de l'environnement.

➤ Prendre en compte l'impact de chaque décision politique sur l'environnement et s'assurer que les jeunes

participent à l'élaboration de celles-ci pour un développement durable à tous les niveaux.

➤ Accroître la coopération internationale sur les questions environnementales afin de supprimer toute production et forme de consommation nuisibles pour l'environnement.

➤ Soutenir et renforcer les opportunités de volontariat pour les jeunes dans les secteurs de l'environnement.

➤ Veiller à ce que chacun, et particulièrement les jeunes, ait accès à des infrastructures écologiquement responsables et puisse développer un mode de vie plus durable.

➤ Élargir les champs de la recherche et de l'innovation en ce qui concerne l'élaboration de solutions et de technologies éco-responsables.



11. Organisations de jeunesse & programmes européens

Assurer un accès égal aux organisations de jeunesse et aux programmes européens de jeunesse pour tous les jeunes, afin de bâtir une société basée sur des valeurs européennes et une culture commune.

Les organisations de jeunesse et les programmes européens pour la jeunesse rassemblent des millions de jeunes et soutiennent leur participation active et citoyenne ainsi que leur développement personnel. Cependant, ces organisations et programmes restent insuffisamment financés et manquent de reconnaissance et d'accessibilité à toutes et tous.

➤ Garantir la visibilité des organisations de jeunesse et des programmes européens pour la jeunesse et fournir une information de qualité sur ceux-ci accessible à tous les jeunes.

➤ Garantir les ressources nécessaires et suffisantes des programmes de l'Union européenne pour les organisations de jeunesse afin de soutenir leurs besoins structurels, le développement de projets et de favoriser la qualité de leurs actions et projets

➤ Encourager le lien entre les organisations de jeunesse, les programmes

européens pour la jeunesse et le système éducatif en leur faisant prendre conscience qu'ils sont des acteurs favorisant le développement des compétences fondamentales et la participation citoyenne des jeunes.

➤ Favoriser l'accessibilité aux programmes européens pour la jeunesse, veiller à la simplification des démarches administratives pour les jeunes, et fournir une information de qualité et un soutien personnalisé à tous les participants et les candidats potentiels.

➤ Garantir la participation des jeunes dans les processus de gouvernance des programmes européens pour la jeunesse.

➤ Atteindre les jeunes marginalisés et soutenir leur participation active dans les organisations de jeunesse, les groupes de jeunes et les programmes pour la jeunesse de l'UE.

➤ Augmenter les ressources, diversifier les subventions et élargir les formes d'actions disponibles pour les organisations de jeunesse et les collectifs de jeunes.

→ LES PARTIES PRENANTES

Le Cnajep coordonne en France le processus de dialogue structuré pour les politiques de jeunesse européennes. Il s'appuie pour cela sur des partenaires institutionnels et associatifs que nous souhaitons remercier pour leur engagement.

Le Groupe National de Travail (GNT) pour la campagne « Jeunesse, Europe & Educ Pop » 2017-2018

Coordination

Le Cnajep - Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire.

Institutions

L'agence Erasmus +

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

Organisations

L'AFEV - Association de la Fondation Étudiante pour la Ville

L'ANI - Afrique Nouvelles Interdépendances

L'Agence Erasmus +

Altéa France

L'Anacej - Association Nationale Conseils Enfants et Jeunes

AROEVEN

Le CIDJ - Centre d'Information et de Documentation Jeunesse

La DJEPVA - La direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

EHESP - École des hautes études en santé publique

La FAGE - Fédération des Associations Générales Étudiantes

Le FFJ - Le Forum français de la jeunesse

Les Francas

France Volontaires

Les Jeunes Européens

Les MFR - Maison Famille Rurale

Le Mouvement Européen France

Les SGDF - Scouts et Guides de France

L'UNEF - L'Union Nationale des Étudiants de France

Les Ambassadeur.drice Provox pour la campagne « Jeunesse, Europe & Educ Pop »

Sarah Moinet

Dimitri Champion

Les invité.e.s du GNT

Ann-Kathrin Fischer, Coordinatrice du Groupe National de Travail allemand.

Janaina Paisley, Chargée de mission Politiques publiques Jeunesse / Correspondante nationale Youth Wiki

Les organisations et partenaires ayant contribué à la campagne « Jeunesse, Europe & Educ Pop »

L'ACAS - Association des Jeunes Chrétiens du Supérieur

Animafac

ASF sans frontière

L'Association "Les Florimontains"

L'Association Global Project Breizh Europe Finistere

CEPAGE

Club pour l'UNESCO

CMJCF - La Confédération des Maisons de Jeunes et de la Culture de France

CNJE - La Confédération Nationale des Junior-Entreprise

Collectif TAP

Conseil lillois de la jeunesse

CPCV Aquitaine

Crajep Hauts-de-France

Crajep Nouvelle-Aquitaine

Crajep Normandie

Crajep Occitanie

Cultur' Aux Jeunes

EEDF - Éclaireuses Éclaireurs de France
 EEDN - Éclaireuses Éclaireurs de la Nature
 EMF - Étudiants Musulmans de France
 ESN - Erasmus Student Network
 Familles rurales
 FJT - Foyer de Jeunes Travailleurs
 FOCUS POLITICUS
 Foyer Rural
 Horizons habitat jeunes
 Institut de l'engagement
 Les Jeunes socialistes
 Le cercle (Le cercle de l'académie présidentielle)
 L'Agence du service civique
 Léo Lagrange
 Petits Débrouillards
 Scouts Musulmans De France
 Ligue de l'Enseignement
 Mairie de Clichy-sous-bois
 Maison de la Jeunesse de la Ville de Clichy sous Bois
 Maison des Associations de Tourcoing
 Missions Locales
 MJC des Ponts-Jumeaux
 MRJC - Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne
 OFAJ - L'Office franco-allemand pour la Jeunesse
 Peuple et Culture
 RNJA - Réseau National des Juniors Associations
 Sillage
 Starting block
 UFCV - l'Union Française des Centres
 de Vacances et de loisirs
 UNHAJ - L'Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes
 Ville de Blois
 Ville de Lille
 Ville de Strasbourg
 Viramonde
 Welcome back to africa
 YMCA France
 Youth Ambassadors Alumni Youth for change Mali

Les bénévoles

Anna Seguin
 Anthony Ikni
 Christophe Devette
 Fabienne Ferrerons
 Laura Hennin
 Mariko Kasali
 Maxence Bizot
 Milena Lebreton-Chebouba
 Onea Mihaela
 Samba Ndiaye
 Sarah Ravel
 Selin Kandemir
 Stefan Constantinescu

Les intervenant.e.s et responsables politiques ayant contribué à la campagne « Jeunesse, Europe & Educ Pop »

Alain Lamassoure Eurodéputé LR
 Ana Solano Martin CJE
 Bruno Rivalan Concord / CSUD
 Carina Autengruber YFJ
 Cécilia Kebaili DREIC
 Constance Le Grip Député LR
 Emelyn Weber CESE
 Fabienne Metayer Commission Européenne
 Jean-michel Blanquer Ministère de l'Édu-
 cation nationale et de la Jeunesse
 Manuel Goncalves Gil YFJ
 Pascal Durand Eurodéputé Les Verts
 Pervenche Berès Eurodéputé PS
 Pierre Moscovici Commissaire européen
 Tobias Köck DBJR
 Valentin Dupouey JEF
 Virginie Rozière Eurodéputé PS
 Younous Omarjee Eurodéputé GUE

Crédits

[Youth Goals icons](#) Youth Goals / Mireille
 van Bremen / CC BY-NC-ND

[Crédit photo](#) European Union Youth Confe-
 rence on 2 September 2018. Copyright BKA/
 Andy Wenzel. www.flickr.com/photos/eu2018at



CLOSSAIRE

Animation socio-culturelle

Voir « Travail de jeunesse »

CESER

Le Conseil économique, social et environnemental régional encourage les citoyens à s'exprimer sur des thèmes qui touchent directement leur quotidien et leurs territoires.

COJ

Le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse est une commission administrative consultative placée auprès du Premier ministre et chargée de créer de la cohérence et de la transversalité dans les politiques publiques concernant les jeunes.

Compétence

La compétence d'une institution définit son champ d'intervention et les fonctions qui lui sont données par la loi, ses statuts...

Collectivité territoriale

Entité juridique qui exerce des compétences sur un territoire donné. Par exemple : Un conseil régional, une mairie, ...

Comité Interministériel à la Jeunesse (CIJ)

Comité présidé par le premier ministre et rassemblant l'ensemble des membres du gouvernement dont le portefeuille est en lien avec la jeunesse (éducation, logement, affaires sociales, ...)

Conseil de l'UE

Institution représentant les Etats-membres de l'UE par la voix de leurs chefs de gouvernements. Le Conseil de l'UE possède plusieurs groupes thématiques (Jeunesse, Emploi, Transports, Sécurité, ...) où siègent les ministres concernés une fois par semestre. La présidence du Conseil de l'UE est une présidence tournante confiée à un Etat-membre différent tous les 6 mois. À chaque fois la présidence propose des priorités qui seront débattues en vue d'arriver à un accord.

Délégué Interministériel à la Jeunesse (DIJ)

Poste de coordinateur de l'action pour la jeunesse des différents ministères du CIJ.

Dialogue structuré

Le dialogue structuré est un processus de co-construction de la décision publique utilisé au niveau européen dans le domaine de la jeunesse. Il est basé sur les principes de co-pilotage, sur des attendus définis, des modalités de dialogues négociées, un calendrier commun et un sujet précis.

DJEPVA

La Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative assiste le ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse et élabore, coordonne et évalue les politiques en faveur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

DRJSCS

Les directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale regroupent les pôles sociaux des directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS), les directions régionales de la jeunesse et des sports (DRJS) et les directions régionales de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé). Ce regroupement est porteur d'une plus grande cohérence dans l'action de l'Etat en matière sociale, vie associative, jeunesse et sport.

ECTS

European Credit Transfer System, le système européen de transfert de crédits d'études. Les crédits certifient des apprentissages dans le cadre d'un parcours étudiant, l'ECTS permet aux Etats-membres de se doter d'un cadre commun de référence facilitant les échanges d'étudiants, la construction de programmes éducatifs conjoints, les échanges entre enseignants, ...

Éducation formelle

Nous appelons éducation formelle l'ensemble des activités et lieux d'éducation obligatoires ou le parcours éducatif est sanctionné par une certification. Le système scolaire relève de l'éducation formelle.

Éducation informelle

Lieux et activités d'apprentissages qui se font sans conscientisation nécessaire et dans un cadre informel : rencontres entre amis, relations familiales, lectures personnelles...

Éducation non-formelle

Ensemble des activités et lieux où se pratique une transmission ou un développement de savoir volontaire, lié à des méthodes actives. L'éducation non-formelle n'a pas pour objet la validation de compétences. C'est le cas par exemple d'un club de jeunes, d'un stage de musique, ...

Erasmus +

Programme intégré de l'UE sur l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport. Ce programme est structuré autour de 3 actions clés : La mobilité des individus, la mise en place de partenariats stratégiques et le soutien à la réforme des politiques publiques. Dans chaque Etat une ou plusieurs agences nationales est chargée de faire le lien avec les porteurs de projets.

FONJEP

Fond de coopération pour la Jeunesse et l'Education Populaire, permet de rassembler et mutualiser des fonds pour l'emploi associatif dans le secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire.

INJEP

Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire, institut de recherche sur les questions de jeunesse et d'éducation populaire.

OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a pour mission de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde.

Plan Priorité Jeunesse

Plan pluriannuel développé par l'Etat français pour développer une approche Trans sectorielle de son action jeunesse entre 2012 et 2017.

Principe de subsidiarité

Le principe de subsidiarité consiste à réserver uniquement à l'échelon supérieur - ici l'Union Européenne - uniquement ce que l'échelon inférieur - les Etats-membres - de l'UE - ne pourraient effectuer que de manière moins efficace. En d'autres termes, les politiques de jeunesse de l'UE n'ont pas vocation à remplacer celles des Etats mais à les compléter, les mettre en synergies et à y apporter une valeur ajoutée.

Provox

Provox est le nom donné au dialogue structuré en France. C'est à la fois des événements, un label, des outils, un site internet, de l'accompagnement de projets et une présence sur les réseaux sociaux.

Travail de jeunesse

La 2ème conférence européenne sur le travail de jeunesse a défini ce terme : « Le travail de jeunesse, c'est cultiver l'imagination, l'esprit d'initiative, la socialisation, la participation et les envies des jeunes. Il se base sur des principes d'éducation, d'empowerment, de participation, d'expression et d'inclusion. De par les activités, le jeu, le plaisir, la militance, l'échange d'informations, la mobilité, le volontariat, le collectif et le débat, le travail de jeunesse encourage les jeunes à comprendre quelle est leur place dans leur groupe et dans leurs réseaux sociaux, et à s'y engager de façon critique.

VAE

La validation des acquis de l'expérience est ouvert à toute personne qui souhaite faire valider les acquis de son expérience en vue d'obtenir une certification professionnelle et qui justifie d'au moins 1 an d'expérience en rapport direct avec la certification visée

Pour toute information n'hésitez pas à contacter le CNAJEP, coordinateur du Dialogue Structuré en France, au 01.40.21.14.21 ou grâce à l'adresse dialogue.structure@cnajep.asso.fr

Rendez-vous sur le site www.provox-jeunesse.fr

Mais également sur [Facebook](#) : Provox, [Twitter](#) #Provox et dans vos associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire.



Ce manuel est issu des travaux portés dans le cadre de la dynamique Provox entre septembre 2017 et décembre 2018. Les travaux de réflexions portés au niveau national ont permis de contribuer au dialogue structuré entre jeunesse, société civile et pouvoirs publics sur la thématique : « Jeunesse, Europe & Educ Pop ».

Ce projet a été financé avec le soutien de la commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur.e et la commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Ce projet a été financé par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Si celui-ci a été impliqué dans l'ensemble de la dynamique Provox, le document présent ne reflète pas nécessairement une position officielle de celui-ci.

Le présent document contient des extraits ou des mentions de textes législatifs français et européens. Nous vous rappelons que seules les versions publiées dans les journaux officiels français et européens font foi.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

